



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 7 juillet 2025

Faits saillants

- Le Conseil fédéral attend une réponse des Etats-Unis pour valider une déclaration d'intention précédant un possible accord
- La chute du dollar US pèse sur les industries exportatrices suisses
- La hausse des prix des loyers et des propriétés immobilières conduit à différentes initiatives locales pour lutter contre la pénurie de logements

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 10/07	Var. vs 03/07
EUR/CHF	0,9325	- 0,2 %
USD/CHF	0,7951	+ 0,4 %
SMI	12 132	+ 1,3 %
Taux 10a	0,439 %	+ 3 pb

Macroéconomie

Droits de douane américains : 2 jours après le 9 juillet, date de fin de la suspension de 90 jours des tarifs douaniers américains annoncés lors du « liberation day », la Suisse n'a toujours pas conclu d'accord avec les Etats-Unis, malgré le souhait des autorités de faire progresser les négociations depuis avril. Selon le Conseiller fédéral à l'Economie, Guy Parmelin, son administration pensait que cela « irait plus vite ». La Suisse ne fait toutefois pas partie des 14 pays ayant reçu lundi une lettre dévoilant les taux auxquels seront soumises leurs exportations à destination des Etats-Unis. Les autorités continuent ainsi d'afficher un optimisme prudent quant à l'aboutissement des négociations. Le Conseil fédéral a déjà validé la version suisse d'une déclaration d'intention, qui précéderait un accord futur, et attend désormais le retour du Président Trump, qui pourrait arriver avant ou après le 1^{er} août, nouvelle échéance fixée par les Etats-Unis. Tant que les négociations sont en cours, les droits de douane pour la Suisse devraient demeurer fixés à 10 %. Les autorités espèrent par ailleurs échapper aux menaces de surtaxation du secteur pharmaceutique.

Exportations : La chute du dollar US (-10 % par rapport au franc suisse depuis début avril) affecte de plus en plus les exportations vers les Etats-Unis, premier débouché de la Confédération au plan bilatéral avec 18,6 % des ventes. En tenant compte de l'affaiblissement de la devise américaine et des droits de douane supplémentaires imposés, les exportations suisses vers les Etats-Unis ont subi sur la période un renchérissement de +22 %. Plus encore que les tarifs douaniers en eux-mêmes, c'est le climat de forte incertitude - l'une des principales raisons du faible cours du dollar US - qui inquiète fortement les secteurs exportateurs. Les entreprises produisant en Suisse (coûts en CHF) et exportant de façon conséquente vers les Etats-Unis (revenus en USD) sont particulièrement touchées par la forte dépréciation de la devise américaine. Cela concerne notamment les secteurs de la santé et des biens de consommation, les fabricants de produits de luxe, les entreprises industrielles et financières. Plusieurs grandes entreprises suisses, dont Roche, Novartis ou Nestlé, s'attendent ainsi logiquement à un impact très négatif des effets de change sur leur résultat en 2025.

Secteur financier

Taux hypothécaires : Depuis la décision du 19 juin de la Banque nationale suisse (BNS) d'abaisser son taux directeur à 0 % (cf. [Veille économique et financière du 13 au 20 juin](#)), le SARON (Swiss Average Rate Overnight, taux à court terme de référence du marché monétaire) a diminué jusqu'à des valeurs légèrement négatives, à -0,04 % au 10 juillet. Les hypothèques SARON sont ainsi actuellement la solution de financement la plus avantageuse. La part des hypothèques à taux fixe n'a cependant pas diminué pour le moment. Les analystes sont partagés quant à la probabilité d'un prochain afflux vers les hypothèques du marché monétaire, dont les taux présentent une évolution plus rapide et qui sont logiquement plus risquées. Selon eux, l'évolution des marges bancaires et l'écart de prix avec les hypothèques à taux fixes devraient déterminer le succès des taux SARON dans les mois à venir.

Secteurs non financiers

Immobilier : La hausse des prix des loyers actuellement relevée en Suisse (+2,6 % sur un an), qui alimente l'inflation domestique, s'est accompagnée en juin d'une nouvelle hausse du prix des logements en propriété, à l'exception des alentours de Zurich. Dans la région lémanique, les prix des maisons individuelles ont notamment crû de +2 %. Différentes initiatives visant à mieux contrôler les prix de l'immobilier pour les populations locales se sont faites jour. Dans le canton de Zurich, des initiatives offrant un « bonus pour les autochtones » ont ainsi été déposées, à l'image de ce qui se fait déjà dans plusieurs communes du canton de Zoug ; à Genève, une initiative cantonale propose de donner la priorité aux collectivités locales lors de l'achat d'un immeuble, afin de lutter contre la spéculation. Certains analystes s'inquiètent toutefois que ces propositions ne limitent la mobilité entre cantons, donc les recrutements des profils adaptés. C'est dans ce contexte que la première enquête annuelle sur le plan d'action sur la pénurie de logements, présenté par le Conseil fédéral en 2024, a été publiée cette semaine : elle confirme le caractère très tendu du marché du logement.

Energie : Le conseiller fédéral à l'Energie, Albert Rösti, a qualifié cette semaine la sûreté de l'approvisionnement énergétique en Suisse d'objectif stratégique, pour lequel le projet de loi pour l'accélération des procédures et le contre-projet à l'initiative « De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout) » sont selon lui cruciaux. Le premier projet de loi, encore en discussion au Parlement, simplifie notamment certaines procédures d'autorisation, de recours et de planification dans le domaine des énergies renouvelables, qui progresse encore trop lentement selon A. Rösti. Par ailleurs, l'initiative « Stop au blackout », issue d'une alliance du Centre, du PLR et de l'UDC, se penche sur la sécurisation de la quantité d'électricité produite en Suisse, et ainsi sur la question du nucléaire. Le Conseil fédéral a rejeté l'initiative, mais souhaite lui opposer un contre-projet, attendu après l'été. Selon A. Rösti qui, tout comme l'initiative, s'inquiète du manque d'installations propres à la Suisse fournissant de l'énergie en hiver, la loi fédérale sur l'électricité acceptée par le peuple en juin 2024 n'apporterait pas de réponse suffisante face à la crainte de pénuries.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY, Hortense BIARD

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay